

De la torture en Amérique... et en Europe

Pierre VESPERINI

ENS, 9 juin 2005

Après le 11 septembre 2001, les Etats-Unis sont devenus un État tortionnaire.

Chaque fois qu'une démocratie devient un Etat tortionnaire, comme ce fut le cas pour la France (en Algérie), le Royaume-Uni (en Irlande du Nord), ou Israël, on voit resurgir le même débat : comment, dans le cadre d'une guerre entre un Etat et un ennemi non-étatique (guérilla ou terrorisme), concilier démocratie et torture ? Lequel débat voit en général s'opposer des kantien(ne)s aux mains pures, mais sans mains, pour paraphraser Péguy, qui récuse tout usage de la torture, et des machiavéliens de bas étage, qui ne voient aucun inconvénient à torturer.

Mon opinion est que non seulement la torture est un acte qu'une démocratie ne devrait jamais commettre, mais en plus une pratique désastreuse. L'idée qu'on obtient des informations en torturant conduit à torturer toujours plus de monde ; et le torturé comme ses proches n'ont pas d'autre remède à leur souffrance que de se lancer dans la lutte contre l'Etat tortionnaire. La torture pratiquée dans les prisons de Nasser puis de Sadate ont radicalisé les groupes islamistes égyptiens : l'actuel n°2 d'Al Qaida, Aymal al-Zawahiri en est le meilleur exemple¹.

Il nous faudrait pouvoir penser dans sa singularité cet événement crucial : que les Etats-Unis soient devenus, après le 11 septembre, un Etat tortionnaire. Peut-être manquons-nous du recul nécessaire pour bien en juger. Comme le dit la célèbre phrase de Hegel, « la chouette de Minerve ne prend son vol qu'à la nuit tombée ». De plus, beaucoup d'informations nous manquent encore. J'ai voulu proposer ici un petit vade-mecum qui pourrait donner envie à une chouette de s'envoler plus tôt que de coutume. Voici trois traits qui à mon sens distinguent les Etats-Unis tortionnaires des autres démocraties ayant elles aussi ou pratiquant encore aujourd'hui la torture.

a) Les Etats-Unis ont cherché à éviter toute poursuite se réclamant du droit international. Ils sont en effet censés obéir aux principes de la Convention de Genève et à ceux de la Convention des Nations Unies contre la Torture. Des juristes au plus haut niveau de l'Administration Bush (Maison Blanche, Défense, Justice) ont réfléchi à des moyens de contourner le droit international. Une première solution a consisté à envoyer au moins une centaine de « suspects » dans des pays alliés (procédure de l' extraordinary rendition) pratiquant la torture en toute impunité. La seconde a consisté à trouver le moyen de ne pas appliquer la Convention de Genève aux présumés terroristes, dénommés « enemy combatants ».

b) Quand les Américains torturaient eux-mêmes, en Afghanistan, à Guantanamo, ou à Abou Ghraïb, une forme nouvelle de torture a été appliquée, qui laisse peu de traces physiques, visant essentiellement à briser psychologiquement le sujet torturé.

c) Les hommes du Renseignement Militaire (Military Intelligence) ont confié à des hommes de la Police Militaire (Military Police), complètement inexpérimentés en la matière, le soin d'interroger les « suspects ».

Comment torturer impunément ?

L'extraordinary rendition

Cette politique consiste à intercepter hors du territoire américain des personnes suspectées de terrorisme et à les transférer dans des pays tiers, où ils subissent des interrogatoires que les agents

¹Cf. un article du *Guardian* (début 2003) rédigé par Hafiz Abou Sa'eda, dirigeant de l'Egyptian Organization for Human Rights). Et également enquête du *New Yorker* sur Zawahiri (automne 2002).

américains ne sont pas autorisés à pratiquer eux-mêmes. Parmi ces pays, on compte le Maroc, la Jordanie, l’Égypte, la Syrie, l’Arabie Saoudite. Depuis quelques temps, l’Ouzbékistan d’Islam Karimov est devenu une destination privilégiée. Ce pays pratique une méthode originale : l’immersion de membres dans du liquide en ébullition.

Les méthodes de torture pratiquées dans ces pays sont par ailleurs amplement détaillées et dénoncées dans le rapport annuel du Département d’État sur les Droits de l’Homme.

Des procédures d’*extraordinary rendition* auraient commencé dès l’Administration Clinton, dans le cadre de la lutte contre Al Qaida. Voici ce qu’a dit à la BBC Michael Scheuer, ancien responsable de la CIA, qui dirigeait à la fin des années 1990 l’unité chargée de capturer Oussama Ben Laden² :

L’exécutif a assigné [à la CIA] la tâche de désorganiser et de démanteler les cellules terroristes et d’en arrêter les membres. Quand la CIA a ensuite demandé aux décideurs où ils voulaient mettre ces terroristes, on lui a répondu : c’est votre boulot.

Cette politique est devenue systématique sous l’Administration Bush. Michael Scheuer estime qu’environ 100 suspects ont été transférés. Plus récemment, Robert Baer, ancien officier de la CIA, parlait de plusieurs centaines de personnes³.

Il ne faut pas croire que ces pratiques n’étaient connues que de la CIA et de l’Administration. On en parlait également dans l’espace médiatique. La capture du leader d’Al Qaida Khaled Cheikh Mohammed (janvier 2003) avait mis l’*extraordinary rendition* au goût du jour. Juste après l’arrestation de cet homme, *Newsday* citait un ancien de la CIA, expliquant, à propos d’un détenu transféré de Guantanamo en Égypte : « Ils lui ont tout de suite arraché les ongles et il a commencé à parler. » Un haut fonctionnaire (non cité) expliqua au *Wall Street Journal* que les interrogateurs américains pourraient permettre « a little bit of smacky face » quand, dans le cadre de la Guerre Globale Contre le Terrorisme (*Great War On Terrorism = GWOT*), ils auraient affaire à des prisonniers. Mais d’autres proposèrent de l’envoyer dans un pays plus laxiste en la matière.

Dans un épisode du feuilleton très regardé de *Fox* (« 24 »), diffusé le 4 février 2003, on vit des agents américains utiliser des électrochocs pour faire parler un homme à propos d’une attaque nucléaire. Dans une interview au magazine *Salon*, un professeur de droit à Harvard, Alan Dershowitz, proposa de créer des « permis de torture » (*torture warrants*) qui seraient délivrés par des juges américains : « Je veux un maximum de douleur, pour un minimum de mortalité »⁴, explique-t-il. Par exemple, des aiguilles stérilisées sous les ongles. Il ne faudrait pas croire non plus que ces transferts aient été du seul ressort de quelques agents un peu trop zélés de la CIA. Ils se sont déroulés sous le contrôle des juristes de l’Administration. D’après Michael Scheuer :

Il existe un vaste service juridique au sein de la CIA, et une section du Département de la Justice est chargée de donner au travail de renseignement une base juridique, de même qu’il existe une équipe de juristes au sein du Conseil National de la Sécurité (NSC). Ces juristes travaillent d’une manière ou d’une autre sur toutes ces affaires et valident la procédure. L’idée qu’il s’agirait d’une pratique infâme imaginée par un individu est tout simplement absurde.

Pour le moment, le fondement juridique de cette pratique est secret.

En revanche, nous disposons des raisonnements juridiques qui ont permis à l’Administration de ne pas appliquer la Convention de Genève aux prisonniers faits en Afghanistan. Certains ont été divulgués l’an dernier, après le scandale suscité par les photos d’Abou Ghraïb.

²BBC, « File on 4 », 8 février 2005.

³Le Monde diplomatique, « Les Etats-Unis inventent la délocalisation de la torture », enquête de Stephen Grey, avril 2005. De nombreux exemples y sont exposés.

⁴« I want maximal pain, minimum lethality »

Les mémos de la torture

Dès la fin 2001, des juristes se sont mis au travail pour inventer des catégories juridiques permettant au gouvernement américain de ne pas respecter la Convention de Genève et la Convention des Nations Unies Contre la Torture.

En décembre 2001, l'Office of Legal Council du Department of Justice rédigea un mémo proposant une justification au refus d'appliquer les Conventions de Genève. La principale source intellectuelle de ce mémo est John Yoo, professeur de droit à Berkeley.

M. Yoo et ses collègues font le raisonnement juridique suivant : le président des Etats-Unis a le droit, d'après la Constitution, de déclarer les Conventions de Genève non-pertinentes (*irrelevant*) pour la guerre en Afghanistan, dans la mesure où cet Etat n'est plus vraiment un Etat, mais un *failed state*. En conséquence, les Talibans et les membres d'Al Qaïda ne peuvent être traités comme des prisonniers de guerre : ils ne relèvent pas d'un Etat. On les dénomme « *enemy combatants* ».

Ce raisonnement, en esquivant les Conventions de Genève, permet une plus grande flexibilité pour les techniques d'interrogatoire ; une réduction du risque de voir des Américains poursuivis pour torture et crimes de guerre ; l'envoi de prisonniers à Guantanamo (ou dans d'autres centres d'interrogatoires appartenant aux Etats-Unis de par le monde), où ils pourraient être détenus indéfiniment, sans communication avec l'extérieur. Autrement dit : où ils n'auraient aucun des droits reconnus par l'*habeas corpus*.

Les juristes de l'Office of Legal Council se montraient cependant prudents, expliquant que leurs idées n'étaient que des avis juridiques (*legal opinions*). Mais le 25 janvier 2002, un mémo d'Alberto Gonzales, alors conseiller juridique de la Maison Blanche (*White House Counsel*), juriste proche de la famille Bush depuis l'époque où George W. Bush était gouverneur du Texas, adresse au président un mémo où il qualifie leur position de « définitive »⁵.

Dans ce mémo, on lit que dans l'après-11 septembre, les Etats-Unis sont engagés dans une guerre d'un genre nouveau. La lutte contre le terrorisme repose d'abord sur le renseignement. Dès lors, la Convention de Genève, qui interdit toute forme de torture, est « obsolète ». La guerre contre le terrorisme rend « obsolètes les limites strictes imposées par Genève sur la façon d'interroger les ennemis faits prisonniers ». Donc, il ne faut pas appliquer la Convention de Genève aux prisonniers. C.q.f.d. Pas de loi, pas de délit (*no law, no crime*).

Se posait en effet le problème du War Crimes Act de 1996, qui permet à tout tribunal américain de poursuivre des citoyens américains ou n'importe qui d'autre pour avoir enfreint les Conventions de Genève. La peine peut aller jusqu'à la peine capitale. « Il est difficile de prévoir les motifs de procureurs et de conseils indépendants qui pourraient dans le futur décider d'entamer des poursuites en se fondant sur le War Crime Act. »

Le raisonnement d'Alberto Gonzales rencontra des oppositions au Département d'Etat⁶. Mais

⁵D'après le Washington Post, ce mémo fut en fait écrit par le conseil juridique de Dick Cheney : David Addington.

⁶Les critiques de Colin Powell ne se firent pas attendre : le 26 janvier, il envoya un mémo à Gonzales dans lequel il montrait l'erreur et les dangers de son raisonnement. Peut-être avait-il le précédent Pinochet à l'esprit ? Il écrit que si les Etats-Unis ne respectent pas les Conventions de Genève, il pourrait advenir que « des procureurs indépendants à l'étranger enquêtent et poursuivent nos officiers et nos troupes. »

Un mémo d'Ashcroft vole au secours de Gonzales : il dit au Président que ce dernier a le choix entre deux possibilité : la détermination du pouvoir présidentiel (*presidential determination*), i.e. la position de l'Office of Legal Council (Conventions de Genève pas applicables, law of the land, de sorte qu'aucun tribunal ne pourrait « entamer une procédure » contre des officiers américains, des agents de la CIA, etc.) ou l'interprétation (*presidential interpretation*) : d'accord pour appliquer les Conventions de Genève, mais pas pour les Talibans, puisqu'ils ne relèvent pas d'un Etat régulier (position du Département d'Etat).

Ashcroft précise que cette position est dangereuse, car les tribunaux « parfois refusent de se plier à l'interprétation présidentielle ». Le « juge militant » (*activist judges*) est en effet le grand croquemitaine de la Federalist Society.

le 7 février 2002, dans un mémorandum secret destiné au National Security Council (NSC), Bush approuve son raisonnement : les Conventions de Genève ne seront pas appliquées aux combattants d'Al Qaida ni aux Talibans capturés en Afghanistan.

Alberto Gonzales a été à l'origine d'une seconde décision fondamentale. En août 2002, il se fit adresser par l'Office of Legal Council du Département de la Justice un mémo⁷ déclarant que le Président, en tant que commandant en chef des forces armées, peut « légalement » ordonner que l'on torture des « enemy combatants », sans tenir compte des conventions internationales : toute mesure « faisant obstacle aux décisions du Président sur des sujets aussi importants, dans une guerre, que la détention et l'interrogation des ennemis combattants serait anticonstitutionnelle »⁸.

Ce mémo donne une nouvelle définition du mot « torture » : c'est un acte qui cause une douleur « équivalente en intensité à la douleur accompagnant une blessure physique grave comme la perte d'un organe, la détérioration d'une fonction du corps, ou même la mort »⁹. C'est une définition beaucoup plus restrictive que la définition de la torture par les Nations Unies (cf. Annexe 1).

Par ce tour de passe-passe, il devient possible de commettre des actes considérés comme de la torture au regard du droit international. Par exemple, le *waterboarding*, la pratique consistant à déshabiller un détenu et à le plonger dans l'eau jusqu'à la quasi-noyade, serait considéré comme une pratique légale : d'après un article du *New York Times*¹⁰, des mémos encore secrets aujourd'hui ont explicitement approuvé l'usage du *waterboarding*.

Ce qui, plus que tout, révèle le lien direct entre cette intense activité juridique et la torture sur le terrain, c'est que cette nouvelle définition de la torture exprime parfaitement la logique qui préside à la torture telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui par les États-Unis.

Le mémo d'Alberto Gonzales et ceux de l'Office of Legal Council sont aujourd'hui connus sous le nom de « mémos de la torture » (*torture memos*). Ces textes expriment l'idéologie de juristes néo-conservateurs, membres de la *Federalist Society*. C'est un *think tank* fondé au début des années 1980 par des juristes désireux de « corriger » le « *liberal bias* » (parti pris « libéral ») dans les facultés de droit américaines et dans la profession juridique. Leur dogme n°1 est le refus de se plier au droit international. Sous l'Administration Clinton, ils rongeaient leur frein. A présent, ces hommes occupent des postes de juristes au Justice Department, au Pentagone, et à la Maison Blanche, ou bien sont nommés juges fédéraux.

La logique de la torture

Qu'est-ce qui caractérise les tortures pratiquées à Bagram, Guantanamo ou Abou Ghraïb ? Le reporter Mark Danner a taché de définir ce qu'il nomme « la logique de la torture »¹¹. Depuis la fin des années 50, les pratiques de l'« *extreme interrogation* » s'orientent vers des techniques plus « scientifiques », avec le moins possible de contact physique. Dans un manuel de la CIA datant de 1963 (KUBARK¹² Counterintelligence Interrogation), au chapitre « The Coercive Counterintelligence

Le 4 février, un juriste du Département d'Etat, William H. Taft IV, fait remarquer à Gonzales que le refus d'appliquer les Conventions de Genève met en danger la vie des soldats américains en cas de capture.

⁷Rédigé par Jay S. Bybee.

⁸« ?that interferes with the president's direction of such core war matters as the detention and interrogation of enemy combatants would thus be unconstitutional. »

⁹« equivalent in intensity to the pain accompanying serious physical injury such as organ failure, impairment of bodily function, or even death »

¹⁰13 janvier 2005.

¹¹New York Review of Books, 27 mai 2004.

¹²Nom de code pour la CIA.

Interrogation of Resistant Sources », on lit :

Toutes les techniques coercitives doivent produire un état de régression. (...) Les pressions externes doivent être suffisamment intenses pour produire la perte des défenses les plus récemment acquises par l'homme civilisé (...) Ces fonctions peuvent se détériorer sous l'effet de dérangements homéostatiques relativement légers : fatigue, douleur, privation de sommeil.

La perte des « défenses » crée « un état d'impuissance-dépendance-peur ». Tel est le but visé :

Les circonstances de la détention font en sorte de multiplier à l'intérieur du sujet le sentiment d'être coupé de ce qui est connu et de ce qui rassure, d'être plongé dans l'étranger (/étrange) En manipulant son régime alimentaire, son sommeil, et autres éléments fondamentaux, en leur faisant perdre toute régularité, on peut aisément produire dans le sujet des sentiments de peur et de détresse.

Un peu plus loin, on lit :

L'interrogateur doit savoir manipuler l'environnement du sujet, perturber les éléments du temps, de l'espace, de la perception sensorielle (...) Une fois cette perturbation produite, la résistance du sujet est sérieusement diminuée. (...) Il arrivera souvent que le sujet ait un sentiment de culpabilité. Si celui qui interroge peut intensifier ces sentiments de culpabilité, cela augmentera l'angoisse du sujet et son désir de coopérer pour en finir.

Le 2 décembre 2002, Donald Rumsfeld avait approuvé, entre autres techniques, le fait de hurler sur des détenus, de leur faire prendre des « stress positions », de faire durer un interrogatoire vingt-quatre heures entières (les interrogateurs se relayant), le confinement, la privation de sommeil, les sacs sur la tête, le dénudement, et l'exploitation des phobies propres aux individus emprisonnés (comme la peur des chiens) pour produire du stress¹³.

Abou Ghraïb

Les actes commis à Abou Ghraïb doivent être insérés dans le contexte de l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis. Le témoignage suivant montre qu'Abou Ghraïb était déjà là avant Abou Ghraïb : c'était en novembre 2003, l'insurrection faisait rage en Irak. Le monde ignorait encore ce qui se déroulait à Abou Ghraïb. Au reporter Mark Danner, qui l'interrogeait sur les causes des attaques suicides, un jeune homme de Falouja répondait¹⁴ :

Pour les habitants de Falouja, c'est une honte que des étrangers enfoncent leurs portes. C'est une honte que des étrangers arrêtent et fouillent leurs femmes. C'est une honte que des étrangers leur mettent des sacs sur la tête, forcent un homme à rester allongé par terre, avec une botte sur la nuque. C'est une grande honte, vous comprenez ? C'est une grande honte qui rejaillit sur toute la tribu. Et c'est le devoir de cet homme, et de cette tribu, de se venger de ce soldat - de tuer cet homme. Leur devoir, c'est de l'attaquer, de laver la honte. La honte est une tache, une chose sale ; ils doivent la laver. Pas dormir - on ne peut pas dormir avant de s'être vengés. Ils doivent tuer des soldats.

La multiplication des attentats visant les soldats américains ont amené des arrestations massives de civils. Elles sont décrites dans le Rapport de la Croix Rouge (automne 2003) :

¹³Six mois plus tard, d'après le rapport Fay, sous la pression de juristes du Navy Department, entre autres, Donald Rumsfeld annula ces instructions.

¹⁴Mark Danner, « Torture and Truth », The New York Review of Books, 12 mai 2004.

Les soldats entraient dans les maisons en général après la nuit tombée, brisant les portes, réveillant les habitants avec brutalité, hurlant leurs ordres, forçant les membres de la famille à rester dans une seule pièce sous la surveillance de soldats, pendant qu'ils fouillaient le reste de la maison et brisaient d'autres portes, meubles et autres biens. Ils arrêtaient des suspects, leur liant les mains dans le dos avec des menottes en caoutchouc, leur mettant un sac sur la tête, et les emportant avec eux. Parfois ils arrêtaient tous les hommes adultes présents dans la maison, y compris les vieillards, les handicapés ou les malades (...) bousculant tout le monde, insultant, visant les gens avec leurs mitraillettes, frappant avec le poing ou la mitraillette. (...) Dans presque tous les cas (...), les soldats ne donnaient aucune information sur leur identité, la base à laquelle ils appartenaient, et n'expliquaient pas les raisons de l'arrestation. Similairement, ils disaient rarement à la personne arrêtée ou à sa famille où ils l'emmenaient et pour combien de temps, avec pour résultat la « disparition » de facto de la personne arrêtée. (...) De nombreuses [familles] ont été laissées sans nouvelles pendant des mois et craignaient souvent que leurs parents ne soient morts.

Dès octobre 2003, des officiers des services de renseignements de la Coalition ont dit aux délégués de la Croix rouge qu'entre 70 et 90 % des personnes arrêtées l'avaient été par erreur. Cela a été confirmé par des officiers américains ayant servi en Irak. Dans le rapport Fay, un officier dit que de 85 à 90 % de détenus étaient « sans valeur du point de vue du renseignement » (« *with no intelligence value* »).

A la suite de ces arrestations aveugles de civils, on comptait, à l'automne 2003, près de 10 000 détenus à Abou Ghraïb. Cela faisait 75 détenus pour 1 garde. Prison surpeuplée, où la chaleur et la puanteur sont étouffantes, où l'on manque d'interprètes, d'interrogateurs, de gardiens, d'uniformes pour les détenus, et de tout, y compris de nourriture comestible. C'est aussi une forteresse assiégée, soumise tous les jours à des attaques au mortier.

Les tortures qui y sont pratiquées reflètent fidèlement la nouvelle « logique de la torture ».

D'après le Rapport de la Croix Rouge :

- Le sac sur la tête (*hooding*), pour empêcher la vision et désorienter le sujet, mais aussi pour entraver la respiration. Parfois on met deux sacs et un bandeau élastique sur les yeux qui, quand il glisse, empêche encore plus de respirer. Le sac sur la tête est parfois employé en même qu'on bat le sujet, de manière à augmenter son angoisse, car sans repère il ne peut prévoir d'où viennent les coups. La durée du « sac sur la tête » varie entre quelques heures et quatre jours.
- L'exposition du sujet nu devant d'autres prisonniers, ou des gardiens (parfois un sac sur la tête, ou avec des sous-vêtements de femme sur la tête).
- Le sujet est attaché plusieurs jours aux barreaux de sa cellule dans une position humiliante (nu ou en sous-vêtement) et / ou inconfortable.
- Le sujet, un sac sur la tête, est exposé à du bruit ou à de la musique assourdissante sur laquelle il faut parfois danser, sous des flashes de projecteurs aveuglant.
- les « stress positions » (faire la chaise dos au mur, par exemple).
- la privation de sommeil.
- les repas insuffisants et irréguliers.
- l'exposition au froid et à la chaleur intense (le sujet peut être exposé au soleil plusieurs heures, y compris aux heures les plus chaudes du jour, pouvant atteindre 122 degrés Fahrenheit).
- les menaces de viol.

Bien sûr, les tortures physiques ne sont pas absentes :

- Menottes serrées jusqu'à provoquer des lésions de la peau et des séquelles sur le système nerveux de la main.

- Les coups : avec objets (pistolets, fusils), gifles, coups de poing, de genoux, de pied.
- les viols (souvent avec instruments comme matraques ou torches électriques)

Ces pratiques, comme un officier du Renseignement militaire le dit à la Croix Rouge, « faisaient partie d'une procédure » déployée par les Etats-Unis dans les différentes prisons secrètes que les Américains possèdent dans le monde.

Il est remarquable que les Américains aient su exploiter leurs connaissances rudimentaires de la culture arabe et irakienne pour « briser » les « sujets ». Par exemple, à l'automne 2003, les Marines avaient reçu les instructions suivantes :

Ne faites pas honte à un homme ni ne l'humiliez pas en public. Faire honte à un homme fera que lui et sa famille s'opposeront à la Coalition.

The most important qualifier for all shame is for a third party to witness the act. If you must do something likely to cause shame, remove the person from view of others.

Mettre un sac sur la tête d'un détenu est un facteur de honte. Evitez cette pratique.

Allonger un détenu sur le sol ou lui mettre un pied sur la tête implique que vous êtes Dieu. C'est une des pires choses à faire.

Les Arabes considèrent comme sales les choses suivantes :

- *Les pieds ou la plante des pieds.*
- *Aller au bathroom (à la fois toilettes et salle de bain) ensemble. Contrairement aux Marines, qui utilisent des toilettes en plein air (open air toilets), les hommes arabes ne veulent pas prendre de douche ou aller aux toilettes ensemble.*
- *Les fluides corporels.*

Ce sont ces mêmes préceptes qui ont été retournés pour trouver des techniques efficaces afin de « briser » les détenus : les détenus ont un sac sur la tête et sont systématiquement dénudés. Une fois nus, ils doivent faire face à leurs amis ou à leurs parents, former des « pyramides humaines », se masturber devant des femmes, ramper sur le sol, souvent sous les pieds des Américains. Pour aggraver l'humiliation, ces actes se déroulent toujours devant témoins. Et non seulement devant les témoins présents (soldats, amis, parents) mais devant tous les témoins virtuels : c'est ici qu'intervient l'appareil photo digital, omniprésent à Abou Ghraïb. Il est là pour faire savoir au détenu que l'humiliation sortira des murs de la prison. Qu'elle sera exposée à ses amis et aux membres de sa famille qui sont à l'extérieur. L'appareil photo a donc servi de « multiplicateur de honte ».

Les pratiques d'Abou Ghraïb ne sont donc pas l'œuvre de sadiques jamais à court d'idées. Elles répondent à une logique parfaitement « rationnelle » : pour obtenir des informations, il faut « briser » le sujet, en le plongeant dans l'angoisse, la perte de tout repère, la détresse, etc. : « Si celui qui interroge peut intensifier ces sentiments de culpabilité, cela augmentera l'angoisse du sujet et son désir de coopérer pour en finir. »

A few bad apples : comment la Police Militaire paie les pots cassés

Ce qui distingue peut-être Abou Ghraïb de Guantanamo ou de Bagram, c'est la tension engendrée par l'insurrection, la faiblesse numérique des effectifs, le besoin vital de renseignements, et la pression exercée sur des membres de la police militaire (*Military Police* = MP), qui n'avaient aucune expérience en matière d'interrogatoires¹⁵. On leur demandait d' « assouplir » (*soften up*) les prisonniers

¹⁵En fait, on retrouve la même utilisation de soldats de la Police Militaire inexpérimentés à Bagram (cf. Annexe n°2).

et, selon les termes du Rapport Taguba, de mettre en place « les conditions pour une exploitation optimale des détenus » (*the conditions for successful exploitation of the detainees*). Aujourd'hui, pas un seul membre du renseignement militaire (*Military Intelligence* = MI) n'est inculpé. Seuls sont inculpés quelques membres de la police militaire (MP).

Les actes de torture commis à Abou Ghraïb ont fait l'objet d'un rapport confidentiel de la Croix Rouge à l'automne 2003, transmis aux autorités militaires et gouvernementales américaines, avant de « disparaître au sein de la bureaucratie de l'armée sans recevoir de réponse appropriée »¹⁶, pour reprendre l'explication fournie aux sénateurs par trois des plus hauts gradés de l'armée de terre américaine. En fait, d'après un haut officier ayant servi en Irak et aujourd'hui retraité, l'armée américaine trouva une réponse parfaitement appropriée, puisque elle tenta de « réduire les visites d'inspection dans la prison [d' Abou Ghraïb] »¹⁷.

L'Administration Bush et l'armée américaine n'avaient pas besoin du rapport de la Croix Rouge pour savoir ce qui se déroulait à Abou Ghraïb. Ce qui se passait là-bas n'était que l'exécution de leurs ordres.

Nous avons aujourd'hui très peu de témoignages sur ce qui se passait dans les pièces où les interrogatoires se déroulaient. La plupart de ceux qui y opéraient ont refusé de parler. Mais ce que nous savons, grâce aux témoignages de soldats de la Police Militaire (MP), c'est que les « interrogateurs » du MI leur avaient donné des instructions spécifiques : « Ramollis ce gars pour nous (*Loosen this guy up for us*). Fais en sorte qu'il passe une mauvaise nuit. Fais en sorte qu'il reçoive le traitement. » Travailler avec les soldats de la Police Militaire, c'était leur demander, par exemple, comme l'a expliqué le Sergent Samuel Provance (MI)¹⁸, de « déshabiller les prisonniers, pour leur faire honte, les 'briser' ».

On a demandé au sergent Javal S. Davis, de la Police Militaire (MP), pourquoi il n'avait jamais protesté :

Je pensais que si on avait fait quoi que ce soit qui sorte de l'ordinaire ou enfreigne les directives, quelqu'un aurait dit quelque chose. Et puis (...) les hommes du renseignement (MI) avaient l'air d'approuver (...). Les officiers du MI ont complimenté Graner sur sa façon de traiter leurs détenus. Par exemple, ils disaient : « Bon boulot, ils cèdent vraiment vite. » ; « Ils répondent à toutes nos questions. » ; « Enfin, ils nous donnent des infos correctes. » ; « Continue à bien bosser comme ça » - des trucs comme ça.

On a également interrogé la *Specialist* Sabrina Harman à propos du prisonnier placé sur une boîte, avec des fils électriques attachés aux doigts, aux orteils et au pénis. Elle a répondu : « Mon boulot, c'était de maintenir les détenus éveillés (...) Le MI voulait qu'ils parlent. »

Les hommes de la police militaire obéissaient donc aux ordres des hommes du renseignement militaire. Et ceux-ci suivaient les instructions des plus hautes autorités militaires.

Ces ordres n'étaient pas forcément mis par écrit. Et quand ils l'étaient, les termes choisis étaient suffisamment clairs pour comprendre quelle intention se cachait derrière, comme le montrent les instructions sur les interrogatoires adressées par Donald Rumsfeld à l'armée en Irak, ou encore le mémorandum secret du Lieutenant Général Ricardo Sanchez, commandant l'armée en Irak.

Il est rédigé le 12 octobre 2003, au moment même où la Croix Rouge visite la prison. Le Lieutenant Général Sanchez demande aux « interrogateurs »¹⁹ d'Abou Ghraïb de travailler avec les gardes

¹⁶ « became lost in American bureaucracy and weren't adequately addressed » (n.2 p. 24)

¹⁷ « By trying to curtail the international organization's spot inspections of the prison » (The New York Times, 19 mai 2004).

¹⁸ C'est un des premiers à avoir parlé aux journalistes.n.6(24)

¹⁹ Interrogators : ils appartiennent au MI (Military Intelligence).

de la prison²⁰ afin de « manipuler les émotions et les failles des détenus » et de contrôler « l'éclairage, le chauffage (...), la nourriture, les tenues vestimentaires, le logement » des détenus qu'ils interrogeaient. Contrôler « l'éclairage, le chauffage (...), la nourriture, les tenues vestimentaires, le logement » signifie : manipulez ces éléments, briser les détenus.

Par exemple, un prisonnier a été « détenu dans une cellule sans aucune lumière, mesurant deux mètres de long et moins d'un mètre en diagonale, sans fenêtre, sanitaire ou lavabo, ni rien sur quoi dormir. Sur la porte, les délégués [de la Croix Rouge] ont remarqué l'inscription : « Le Gollum », et une image de ce personnage tiré de la trilogie filmique *Le Seigneur des Anneaux*. Les délégués de la Croix Rouge n'ont pas pu franchir la porte, car le « détenu 14 » faisait partie des huit détenus auxquels Sanchez leur refusait accès.

Autre signe : le mémorandum secret du Lieutenant Général Sanchez est rédigé juste la visite de la prison d' Abou Graïb par le Général Geoffrey Miller, alors commandant de Guantanamo²¹. D'après les termes du Rapport Taguba, il était là pour examiner « l'actuelle capacité [de l'armée américaine en Irak] à exploiter rapidement les détenus pour obtenir des renseignements exploitables (*to exploit internees for actionable intelligence*) ». Nous savons aujourd'hui, d'après le rapport Fay, qu'il laissa, avant de partir, « toute une série de procédures d'opération standards (*Standard Operating Procedures*) qui pouvaient servir comme point de départ pour les opérations d'interrogatoire à Abou Ghraïb. » De retour à Guantanamo, le général envoya en Irak une équipe qui apportait avec elle la lettre de Donald Rumsfeld datée du 16 avril 2003, « résumant les techniques autorisées pour les détenus de Guantanamo ».

D'après le Rapport Fay, le Lieutenant Général Ricardo Sanchez a été extrêmement fidèle à la série de « Procédures d'Opérations Standards » fournie par le Général Miller.

En ce qui concerne l'Irak, George W. Bush avait déclaré que les Conventions de Genève « s'appliquaient totalement »²². Or, comme le reconnaît - dans une partie encore secrète - le Rapport Fay, « les politiques et pratiques développées et approuvées sur les détenus talibans ou membres d'Al Qaida, auxquels ne s'appliquaient pas les Conventions de Genève, s'appliquaient maintenant à des détenus qui, eux, étaient protégés par les Conventions de Genève ». Le Lieutenant Général Sanchez essaya bien de définir unilatéralement certains de ses détenus comme des « *unlawful combatants* ». Mais comme le dit le Rapport Schlesinger, il « n'avait aucune autorité pour prendre une telle décision ».

La torture en Europe

Le 11 septembre est une date trompeuse. Comme on l'a vu à propos de l'*extraordinary rendition*, l'Etat américain violait le droit international dès avant les attentats du World Trade Center. Un autre exemple permet de le montrer : le G8 de Gênes de juillet 2001.

En vue de ce sommet, l'exécutif italien avait adopté une stratégie de la tension, qui mena à la mort d'un manifestant. Ce sommet fut marqué par l'arrestation de près d'une centaine de personnes, emmenées dans une caserne et torturées en toute impunité par la police italienne.

Trois points me paraissent essentiels. D'une part, les autorités italiennes avaient préparé le sommet en étroite collaboration avec les services américains. D'autre part, le gouvernement déploya une propagande extraordinairement agressive, décrivant les manifestants alter-mondialistes comme des terroristes, des ennemis de la société. Enfin, les tortures subies par les manifestants arrêtés rappellent la logique de la torture définie par Mark Danner.

²⁰Les gardes font partie de la MP (Military Police) et ne sont en principe pas destinés à interroger.

²¹Et maintenant commandant d'Abou Ghraïb.

²²"Were fully applicable". (cf. New York Times, 23 mai 2004)

Passons sur les incontournables : coups de poing, coups de pied, gifles et crachats, menaces (y compris de viol) et insultes. D'après Amnesty International, les procureurs chargés de l'enquête mentionnent ceci, beaucoup plus remarquable : « l'obligation pour certains détenus de rester debout et alignés contre le mur, les bras écartés ; des privations de nourriture, d'eau et de sommeil pendant de longues périodes ; des fouilles corporelles menées de manière délibérément dégradante, certains détenus étant forcés de prendre des postures humiliantes, et certaines femmes devant se déshabiller devant des policiers masculins [également à Abou Ghraïb]. Les procureurs ont mentionné des cas particuliers de violence, comme une femme détenue dont la tête a été plongée dans une chasse d'eau, un détenu forcé à se mettre à quatre pattes et à aboyer comme un chien, et le tabassage d'un détenu incapable de rester debout pendant des heures en raison de sa jambe artificielle [satisfaction d'un handicapé également vue à Bagram]. »

Aujourd'hui, l'Italie n'a toujours pas introduite le délit de torture dans son Code pénal²³. Mais le 22 avril 2004, au moment où sortaient les images d'Abou Ghraïb, le Parlement italien adopta un amendement restreignant la torture à la « réitération » de l'acte. Tant que l'acte n'est pas réitéré, il n'y a pas torture.

Le Royaume-Uni exploite comme les Etats-Unis des renseignements obtenus sous la torture. A l'automne dernier, dans un mémorandum secret adressé au Foreign Office, l'ambassadeur britannique en Ouzbékistan Craig Murray dénonça cette situation. Une « fuite » livra le mémorandum à la presse, et le texte fut publié dans le *Financial Times* (11 octobre 2004). L'ambassadeur a été immédiatement limogé par Tony Blair.

Le 11 septembre, selon les mots d'un ancien officier de la CIA²⁴, « a marqué la fin de la primauté du droit telle que nous l'avions connue en Occident ». Ce qui est sûr, c'est qu'il marque une étape essentielle dans l'impunité grandissante de l'exécutif durant les deux guerres mondiales²⁵. Il faut donc replacer la torture américaine dans cette tendance lourde des Etats-nations occidentaux, démocratiques ou non. L'échec de la Constitution européenne est peut-être un coup de plus porté au droit international. L'Etat-nation souverain est aujourd'hui plus puissant que jamais. Et rien ne le montre mieux que le retour de la torture en Occident.

Nous ne croyons pas que la torture soit un phénomène monstrueux dans une démocratie. Nous pensons que la torture imprime sa marque à un régime politique. Un régime qui torture n'est plus démocratique, si la démocratie, comme toute forme de culture humaine, implique l'élaboration symbolique d'une certaine humanité. Un régime politique peut se définir par ce qu'il fait du corps : « Faire mourir et laisser vivre » ou « faire vivre et laisser mourir », « torturer » ou « interdire la torture ».

En ce sens, Jean Améry, résistant juif, torturé puis déporté à Auschwitz, pouvait écrire que la torture, non le camp, était pour lui l'essence-même du régime nazi²⁶. Dans la torture, le camp est déjà là. Dans la torture américaine se reflète comme par analogie le rapport des Etats-Unis au monde, pas seulement dans leur politique étrangère mais aussi dans leur politique environnementale. Jean Améry, partant de la réflexion de Georges Bataille sur le sadisme, écrivait au sujet du « sadisme » de ses tortionnaires ces lignes²⁷ : « Le sadisme ne doit pas être compris au sens de pathologie sexuelle mais plutôt de psychologie existentielle, et sous cet angle-ci il se profile comme *négation radicale de*

²³En tant que pays signataire de la Convention des Nations Unies contre la Torture, elle aurait dû le faire depuis 1988.

²⁴Robert Baer.

²⁵Sur ce point, je renvoie à *État d'exception* de Giorgio Agamben, Paris, 2003.

²⁶Jean Améry, *Par-delà le crime et le châtement Essai pour surmonter l'insurmontable*, Actes Sud, 2005, collection Babel pp. 76 sq.

²⁷Ibid., pp. 85-86. C'est moi qui souligne

l'autre, comme refus d'en reconnaître à la fois le principe social et le principe de réalité. Un monde où triomphent le martyr, la destruction et la mort ne peut subsister, c'est évident. Mais le sadique ne se soucie guère de la perpétuation du monde. Au contraire : il veut abolir le monde, et par la négation de son prochain, qui pour lui est aussi « l'enfer » dans un sens bien particulier, il veut réaliser sa propre souveraineté totale. »

*

Note à ceux qui veulent poursuivre : les deux meilleures sources d'information sur l'actualité américaine sont The Nation (www.thenation.com) et The New York Review of Books (www.nybooks.com).

ANNEXE 1

Définition de la torture par la Convention des Nations Unies contre la Torture

Aux fins de la présente Convention, le terme "torture" désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles.

ANNEXE 2

In US Report, Brutal Details of 2 Afghan Inmates' Deaths

By Tim Golden

The New York Times

Friday 20 May 2005

Even as the young Afghan man was dying before them, his American jailers continued to torment him.

The prisoner, a slight, 22-year-old taxi driver known only as Dilawar, was hauled from his cell at the detention center in Bagram, Afghanistan, at around 2 a.m. to answer questions about a rocket attack on an American base. When he arrived in the interrogation room, an interpreter who was present said, his legs were bouncing uncontrollably in the plastic chair and his hands were numb. He had been chained by the wrists to the top of his cell for much of the previous four days.

Mr. Dilawar asked for a drink of water, and one of the two interrogators, Specialist Joshua R. Claus, 21, picked up a large plastic bottle. But first he punched a hole in the bottom, the interpreter said, so as the prisoner fumbled weakly with the cap, the water poured out over his orange prison scrubs. The soldier then grabbed the bottle back and began squirting the water forcefully into Mr. Dilawar's face.

"Come on, drink!" the interpreter said Specialist Claus had shouted, as the prisoner gagged on the spray. "Drink!"

At the interrogators' behest, a guard tried to force the young man to his knees. But his legs, which had been pummeled by guards for several days, could no longer bend. An interrogator told Mr. Dilawar that he could see a doctor after they finished with him. When he was finally sent back to his cell, though, the guards were instructed only to chain the prisoner back to the ceiling.

"Leave him up," one of the guards quoted Specialist Claus as saying.

Several hours passed before an emergency room doctor finally saw Mr. Dilawar. By then he was dead, his body beginning to stiffen. It would be many months before Army investigators learned a final horrific detail : Most of the interrogators had believed Mr. Dilawar was an innocent man who simply drove his taxi past the American base at the wrong time.

The story of Mr. Dilawar's brutal death at the Bagram Collection Point - and that of another detainee, Habibullah, who died there six days earlier in December 2002 - emerge from a nearly 2,000-page confidential file of the Army's criminal investigation into the case, a copy of which was obtained by The New York Times.

Like a narrative counterpart to the digital images from Abu Ghraib, the Bagram file depicts young, poorly trained soldiers in repeated incidents of abuse. The harsh treatment, which has resulted in criminal charges against seven soldiers, went well beyond the two deaths.

In some instances, testimony shows, it was directed or carried out by interrogators to extract information. In others, it was punishment meted out by military police guards. Sometimes, the torment seems to have been driven by little more than boredom or cruelty, or both.

In sworn statements to Army investigators, soldiers describe one female interrogator with a taste for humiliation stepping on the neck of one prostrate detainee and kicking another in the genitals. They tell of a shackled prisoner being forced to roll back and forth on the floor of a cell, kissing the boots of his two interrogators as he went. Yet another prisoner is made to pick plastic bottle caps out of a drum mixed with excrement and water as part of a strategy to soften him up for questioning.

The Times obtained a copy of the file from a person involved in the investigation who was critical of the methods used at Bagram and the military's response to the deaths.

Although incidents of prisoner abuse at Bagram in 2002, including some details of the two

men's deaths, have been previously reported, American officials have characterized them as isolated problems that were thoroughly investigated. And many of the officers and soldiers interviewed in the Dilawar investigation said the large majority of detainees at Bagram were compliant and reasonably well treated.

"What we have learned through the course of all these investigations is that there were people who clearly violated anyone's standard for humane treatment," said the Pentagon's chief spokesman, Larry Di Rita. "We're finding some cases that were not close calls."

Yet the Bagram file includes ample testimony that harsh treatment by some interrogators was routine and that guards could strike shackled detainees with virtual impunity. Prisoners considered important or troublesome were also handcuffed and chained to the ceilings and doors of their cells, sometimes for long periods, an action Army prosecutors recently classified as criminal assault.

Some of the mistreatment was quite obvious, the file suggests. Senior officers frequently toured the detention center, and several of them acknowledged seeing prisoners chained up for punishment or to deprive them of sleep. Shortly before the two deaths, observers from the International Committee of the Red Cross specifically complained to the military authorities at Bagram about the shackling of prisoners in "fixed positions," documents show.

Even though military investigators learned soon after Mr. Dilawar's death that he had been abused by at least two interrogators, the Army's criminal inquiry moved slowly. Meanwhile, many of the Bagram interrogators, led by the same operations officer, Capt. Carolyn A. Wood, were redeployed to Iraq and in July 2003 took charge of interrogations at the Abu Ghraib prison. According to a high-level Army inquiry last year, Captain Wood applied techniques there that were "remarkably similar" to those used at Bagram.

Last October, the Army's Criminal Investigation Command concluded that there was probable cause to charge 27 officers and enlisted personnel with criminal offenses in the Dilawar case ranging from dereliction of duty to maiming and involuntary manslaughter. Fifteen of the same soldiers were also cited for probable criminal responsibility in the Habibullah case.

So far, only the seven soldiers have been charged, including four last week. No one has been convicted in either death. Two Army interrogators were also reprimanded, a military spokesman said. Most of those who could still face legal action have denied wrongdoing, either in statements to investigators or in comments to a reporter.

"The whole situation is unfair," Sgt. Selena M. Salcedo, a former Bagram interrogator who was charged with assaulting Mr. Dilawar, dereliction of duty and lying to investigators, said in a telephone interview. "It's all going to come out when everything is said and done."

With most of the legal action pending, the story of abuses at Bagram remains incomplete. But documents and interviews reveal a striking disparity between the findings of Army investigators and what military officials said in the aftermath of the deaths.

Military spokesmen maintained that both men had died of natural causes, even after military coroners had ruled the deaths homicides. Two months after those autopsies, the American commander in Afghanistan, then-Lt. Gen. Daniel K. McNeill, said he had no indication that abuse by soldiers had contributed to the two deaths. The methods used at Bagram, he said, were "in accordance with what is generally accepted as interrogation techniques."

The Interrogators

In the summer of 2002, the military detention center at Bagram, about 40 miles north of Kabul, stood as a hulking reminder of the Americans' improvised hold over Afghanistan.

Built by the Soviets as an aircraft machine shop for the operations base they established after their intervention in the country in 1979, the building had survived the ensuing wars as a battered

relic - a long, squat, concrete block with rusted metal sheets where the windows had once been.

Retrofitted with five large wire pens and a half dozen plywood isolation cells, the building became the Bagram Collection Point, a clearinghouse for prisoners captured in Afghanistan and elsewhere. The B.C.P., as soldiers called it, typically held between 40 and 80 detainees while they were interrogated and screened for possible shipment to the Pentagon's longer-term detention center at Guantánamo Bay, Cuba.

The new interrogation unit that arrived in July 2002 had been improvised as well. Captain Wood, then a 32-year-old lieutenant, came with 13 soldiers from the 525th Military Intelligence Brigade at Fort Bragg, N.C.; six Arabic-speaking reservists were added from the Utah National Guard.

Part of the new group, which was consolidated under Company A of the 519th Military Intelligence Battalion, was made up of counterintelligence specialists with no background in interrogation. Only two of the soldiers had ever questioned actual prisoners.

What specialized training the unit received came on the job, in sessions with two interrogators who had worked in the prison for a few months. "There was nothing that prepared us for running an interrogation operation" like the one at Bagram, the noncommissioned officer in charge of the interrogators, Staff Sgt. Steven W. Loring, later told investigators.

Nor were the rules of engagement very clear. The platoon had the standard interrogations guide, Army Field Manual 34-52, and an order from the secretary of defense, Donald H. Rumsfeld, to treat prisoners "humanely," and when possible, in accordance with the Geneva Conventions. But with President Bush's final determination in February 2002 that the Conventions did not apply to the conflict with Al Qaeda and that Taliban fighters would not be accorded the rights of prisoners of war, the interrogators believed they "could deviate slightly from the rules," said one of the Utah reservists, Sgt. James A. Leahy.

"There was the Geneva Conventions for enemy prisoners of war, but nothing for terrorists," Sergeant Leahy told Army investigators. And the detainees, senior intelligence officers said, were to be considered terrorists until proved otherwise.

The deviations included the use of "safety positions" or "stress positions" that would make the detainees uncomfortable but not necessarily hurt them - kneeling on the ground, for instance, or sitting in a "chair" position against the wall. The new platoon was also trained in sleep deprivation, which the previous unit had generally limited to 24 hours or less, insisting that the interrogator remain awake with the prisoner to avoid pushing the limits of humane treatment.

But as the 519th interrogators settled into their jobs, they set their own procedures for sleep deprivation. They decided on 32 to 36 hours as the optimal time to keep prisoners awake and eliminated the practice of staying up themselves, one former interrogator, Eric LaHammer, said in an interview.

The interrogators worked from a menu of basic tactics to gain a prisoner's cooperation, from the "friendly" approach, to good cop-bad cop routines, to the threat of long-term imprisonment. But some less-experienced interrogators came to rely on the method known in the military as "Fear Up Harsh," or what one soldier referred to as "the screaming technique."

Sergeant Loring, then 27, tried with limited success to wean those interrogators off that approach, which typically involved yelling and throwing chairs. Mr. Leahy said the sergeant "put the brakes on when certain approaches got out of hand." But he could also be dismissive of tactics he considered too soft, several soldiers told investigators, and gave some of the most aggressive interrogators wide latitude. (Efforts to locate Mr. Loring, who has left the military, were unsuccessful.)

"We sometimes developed a rapport with detainees, and Sergeant Loring would sit us down and remind us that these were evil people and talk about 9/11 and they weren't our friends and could

not be trusted," Mr. Leahy said.

Specialist Damien M. Corsetti, a tall, bearded interrogator sometimes called "Monster" -he had the nickname tattooed in Italian across his stomach, other soldiers said - was often chosen to intimidate new detainees. Specialist Corsetti, they said, would glower and yell at the arrivals as they stood chained to an overhead pole or lay face down on the floor of a holding room. (A military police K-9 unit often brought growling dogs to walk among the new prisoners for similar effect, documents show.)

"The other interrogators would use his reputation," said one interrogator, Specialist Eric H. Barclais. "They would tell the detainee, 'If you don't cooperate, we'll have to get Monster, and he won't be as nice.'" Another soldier told investigators that Sergeant Loring lightheartedly referred to Specialist Corsetti, then 23, as "the King of Torture."

A Saudi detainee who was interviewed by Army investigators last June at Guantánamo said Specialist Corsetti had pulled out his penis during an interrogation at Bagram, held it against the prisoner's face and threatened to rape him, excerpts from the man's statement show.

Last fall, the investigators cited probable cause to charge Specialist Corsetti with assault, maltreatment of a prisoner and indecent acts in the incident ; he has not been charged. At Abu Ghraib, he was also one of three members of the 519th who were fined and demoted for forcing an Iraqi woman to strip during questioning, another interrogator said. A spokesman at Fort Bragg said Specialist Corsetti would not comment.

In late August of 2002, the Bagram interrogators were joined by a new military police unit that was assigned to guard the detainees. The soldiers, mostly reservists from the 377th Military Police Company based in Cincinnati and Bloomington, Ind., were similarly unprepared for their mission, members of the unit said.

The company received basic lessons in handling prisoners at Fort Dix, N.J., and some police and corrections officers in its ranks provided further training. That instruction included an overview of "pressure-point control tactics" and notably the "common peroneal strike" - a potentially disabling blow to the side of the leg, just above the knee.

The M.P.'s said they were never told that peroneal strikes were not part of Army doctrine. Nor did most of them hear one of the former police officers tell a fellow soldier during the training that he would never use such strikes because they would "tear up" a prisoner's legs.

But once in Afghanistan, members of the 377th found that the usual rules did not seem to apply. The peroneal strike quickly became a basic weapon of the M.P. arsenal. "That was kind of like an accepted thing ; you could knee somebody in the leg," former Sgt. Thomas V. Curtis told the investigators.

A few weeks into the company's tour, Specialist Jeremy M. Callaway overheard another guard boasting about having beaten a detainee who had spit on him. Specialist Callaway also told investigators that other soldiers had congratulated the guard "for not taking any" from a detainee.

One captain nicknamed members of the Third Platoon "the Testosterone Gang." Several were devout bodybuilders. Upon arriving in Afghanistan, a group of the soldiers decorated their tent with a Confederate flag, one soldier said.

Some of the same M.P.'s took a particular interest in an emotionally disturbed Afghan detainee who was known to eat his feces and mutilate himself with concertina wire. The soldiers kneed the man repeatedly in the legs and, at one point, chained him with his arms straight up in the air, Specialist Callaway told investigators. They also nicknamed him "Timmy," after a disabled child in the animated television series "South Park." One of the guards who beat the prisoner also taught him to screech like the cartoon character, Specialist Callaway said. Eventually, the man was sent

home. The Defiant Detainee

The detainee known as Person Under Control No. 412 was a portly, well-groomed Afghan named Habibullah. Some American officials identified him as "Mullah" Habibullah, a brother of a former Taliban commander from the southern Afghan province of Oruzgan.

He stood out from the scraggly guerrillas and villagers whom the Bagram interrogators typically saw. "He had a piercing gaze and was very confident," the provost marshal in charge of the M.P.'s, Maj. Bobby R. Atwell, recalled.

Documents from the investigation suggest that Mr. Habibullah was captured by an Afghan warlord on Nov. 28, 2002, and delivered to Bagram by C.I.A. operatives two days later. His well-being at that point is a matter of dispute. The doctor who examined him on arrival at Bagram reported him in good health. But the intelligence operations chief, Lt. Col. John W. Loffert Jr., later told Army investigators, "He was already in bad condition when he arrived."

What is clear is that Mr. Habibullah was identified at Bagram as an important prisoner and an unusually sharp-tongued and insubordinate one.

One of the 377th's Third Platoon sergeants, Alan J. Driver Jr., told investigators that Mr. Habibullah rose up after a rectal examination and kned him in the groin. The guard said he grabbed the prisoner by the head and yelled in his face. Mr. Habibullah then "became combative," Sergeant Driver said, and had to be subdued by three guards and led away in an armlock.

He was then confined in one of the 9-foot by 7-foot isolation cells, which the M.P. commander, Capt. Christopher M. Beiring, later described as a standard procedure. "There was a policy that detainees were hooded, shackled and isolated for at least the first 24 hours, sometimes 72 hours of captivity," he told investigators.

While the guards kept some prisoners awake by yelling or poking at them or banging on their cell doors, Mr. Habibullah was shackled by the wrists to the wire ceiling over his cell, soldiers said.

On his second day, Dec. 1, the prisoner was "uncooperative" again, this time with Specialist Willie V. Brand. The guard, who has since been charged with assault and other crimes, told investigators he had delivered three peroneal strikes in response. The next day, Specialist Brand said, he had to knee the prisoner again. Other blows followed.

A lawyer for Specialist Brand, John P. Galligan, said there was no criminal intent by his client to hurt any detainee. "At the time, my client was acting consistently with the standard operating procedure that was in place at the Bagram facility."

The communication between Mr. Habibullah and his jailers appears to have been almost exclusively physical. Despite repeated requests, the M.P.'s were assigned no interpreters of their own. Instead, they borrowed from the interrogators when they could and relied on prisoners who spoke even a little English to translate for them.

When the detainees were beaten or kicked for "noncompliance," one of the interpreters, Ali M. Baryalai said, it was often "because they have no idea what the M.P. is saying."

By the morning of Dec. 2, witnesses told the investigators, Mr. Habibullah was coughing and complaining of chest pains. He limped into the interrogation room in shackles, his right leg stiff and his right foot swollen. The lead interrogator, Sergeant Leahy, let him sit on the floor because he could not bend his knees and sit in a chair.

The interpreter who was on hand, Ebrahim Baerde, said the interrogators had kept their distance that day "because he was spitting up a lot of phlegm."

"They were laughing and making fun of him, saying it was 'gross' or 'nasty,'" Mr. Baerde said. Though battered, Mr. Habibullah was unbowed.

"Once they asked him if he wanted to spend the rest of his life in handcuffs," Mr. Baerde said.

"His response was, 'Yes, don't they look good on me?'"

By Dec. 3, Mr. Habibullah's reputation for defiance seemed to make him an open target. One M.P. said he had given him five peroneal strikes for being "noncompliant and combative." Another gave him three or four more for being "combative and noncompliant." Some guards later asserted that he had been hurt trying to escape.

When Sgt. James P. Boland saw Mr. Habibullah on Dec. 3, he was in one of the isolation cells, tethered to the ceiling by two sets of handcuffs and a chain around his waist. His body was slumped forward, held up by the chains.

Sergeant Boland told the investigators he had entered the cell with two other guards, Specialists Anthony M. Morden and Brian E. Cammack. (All three have been charged with assault and other crimes.) One of them pulled off the prisoner's black hood. His head was slumped to one side, his tongue sticking out. Specialist Cammack said he had put some bread on Mr. Habibullah's tongue. Another soldier put an apple in the prisoner's hand; it fell to the floor.

When Specialist Cammack turned back toward the prisoner, he said in one statement, Mr. Habibullah's spit hit his chest. Later, Specialist Cammack acknowledged, "I'm not sure if he spit at me." But at the time, he exploded, yelling, "Don't ever spit on me again!" and kneeling the prisoner sharply in the thigh, "maybe a couple" of times. Mr. Habibullah's limp body swayed back and forth in the chains.

When Sergeant Boland returned to the cell some 20 minutes later, he said, Mr. Habibullah was not moving and had no pulse. Finally, the prisoner was unchained and laid out on the floor of his cell.

The guard who Specialist Cammack said had counseled him back in New Jersey about the dangers of peroneal strikes found him in the room where Mr. Habibullah lay, his body already cold.

"Specialist Cammack appeared very distraught," Specialist William Bohl told an investigator. The soldier "was running about the room hysterically."

An M.P. was sent to wake one of the medics.

"What are you getting me for?" the medic, Specialist Robert S. Melone, responded, telling him to call an ambulance instead.

When another medic finally arrived, he found Mr. Habibullah on the floor, his arms outstretched, his eyes and mouth open.

"It looked like he had been dead for a while, and it looked like nobody cared," the medic, Staff Sgt. Rodney D. Glass, recalled.

Not all of the guards were indifferent, their statements show. But if Mr. Habibullah's death shocked some of them, it did not lead to major changes in the detention center's operation.

Military police guards were assigned to be present during interrogations to help prevent mistreatment. The provost marshal, Major Atwell, told investigators he had already instructed the commander of the M.P. company, Captain Beiring, to stop chaining prisoners to the ceiling. Others said they never received such an order.

Senior officers later told investigators that they had been unaware of any serious abuses at the B.C.P. But the first sergeant of the 377th, Betty J. Jones, told investigators that the use of standing restraints, sleep deprivation and peroneal strikes was readily apparent.

"Everyone that is anyone went through the facility at one time or another," she said.

Major Atwell said the death "did not cause an enormous amount of concern 'cause it appeared natural."

In fact, Mr. Habibullah's autopsy, completed on Dec. 8, showed bruises or abrasions on his chest, arms and head. There were deep contusions on his calves, knees and thighs. His left calf was marked

by what appeared to have been the sole of a boot.

His death was attributed to a blood clot, probably caused by the severe injuries to his legs, which traveled to his heart and blocked the blood flow to his lungs.

The Shy Detainee

On Dec. 5, one day after Mr. Habibullah died, Mr. Dilawar arrived at Bagram.

Four days before, on the eve of the Muslim holiday of Id al-Fitr, Mr. Dilawar set out from his tiny village of Yakubi in a prized new possession, a used Toyota sedan that his family bought for him a few weeks earlier to drive as a taxi.

Mr. Dilawar was not an adventurous man. He rarely went far from the stone farmhouse he shared with his wife, young daughter and extended family. He never attended school, relatives said, and had only one friend, Bacha Khel, with whom he would sit in the wheat fields surrounding the village and talk.

"He was a shy man, a very simple man," his eldest brother, Shahpoor, said in an interview.

On the day he disappeared, Mr. Dilawar's mother had asked him to gather his three sisters from their nearby villages and bring them home for the holiday. But he needed gas money and decided instead to drive to the provincial capital, Khost, about 45 minutes away, to look for fares.

At a taxi stand there, he found three men headed back toward Yakubi. On the way, they passed a base used by American troops, Camp Salerno, which had been the target of a rocket attack that morning.

Militiamen loyal to the guerrilla commander guarding the base, Jan Baz Khan, stopped the Toyota at a checkpoint. They confiscated a broken walkie-talkie from one of Mr. Dilawar's passengers. In the trunk, they found an electric stabilizer used to regulate current from a generator. (Mr. Dilawar's family said the stabilizer was not theirs; at the time, they said, they had no electricity at all.)

The four men were detained and turned over to American soldiers at the base as suspects in the attack. Mr. Dilawar and his passengers spent their first night there handcuffed to a fence, so they would be unable to sleep. When a doctor examined them the next morning, he said later, he found Mr. Dilawar tired and suffering from headaches but otherwise fine.

Mr. Dilawar's three passengers were eventually flown to Guantánamo and held for more than a year before being sent home without charge. In interviews after their release, the men described their treatment at Bagram as far worse than at Guantánamo. While all of them said they had been beaten, they complained most bitterly of being stripped naked in front of female soldiers for showers and medical examinations, which they said included the first of several painful and humiliating rectal exams.

"They did lots and lots of bad things to me," said Abdur Rahim, a 26-year-old baker from Khost. "I was shouting and crying, and no one was listening. When I was shouting, the soldiers were slamming my head against the desk." For Mr. Dilawar, his fellow prisoners said, the most difficult thing seemed to be the black cloth hood that was pulled over his head. "He could not breathe," said a man called Parkhudin, who had been one of Mr. Dilawar's passengers.

Mr. Dilawar was a frail man, standing only 5 feet 9 inches and weighing 122 pounds. But at Bagram, he was quickly labeled one of the "noncompliant" ones.

When one of the First Platoon M.P.'s, Specialist Corey E. Jones, was sent to Mr. Dilawar's cell to give him some water, he said the prisoner spit in his face and started kicking him. Specialist Jones responded, he said, with a couple of knee strikes to the leg of the shackled man.

"He screamed out, 'Allah! Allah! Allah!' and my first reaction was that he was crying out to his god," Specialist Jones said to investigators. "Everybody heard him cry out and thought it was funny."

Other Third Platoon M.P.'s later came by the detention center and stopped at the isolation cells

to see for themselves, Specialist Jones said.

It became a kind of running joke, and people kept showing up to give this detainee a common peroneal strike just to hear him scream out 'Allah,' " he said. "It went on over a 24-hour period, and I would think that it was over 100 strikes."

In a subsequent statement, Specialist Jones was vague about which M.P.'s had delivered the blows. His estimate was never confirmed, but other guards eventually admitted striking Mr. Dilawar repeatedly.

Many M.P.'s would eventually deny that they had any idea of Mr. Dilawar's injuries, explaining that they never saw his legs beneath his jumpsuit. But Specialist Jones recalled that the drawstring pants of Mr. Dilawar's orange prison suit fell down again and again while he was shackled.

"I saw the bruise because his pants kept falling down while he was in standing restraints," the soldier told investigators. "Over a certain time period, I noticed it was the size of a fist."

As Mr. Dilawar grew desperate, he began crying out more loudly to be released. But even the interpreters had trouble understanding his Pashto dialect; the annoyed guards heard only noise.

"He had constantly been screaming, 'Release me; I don't want to be here,' and things like that," said the one linguist who could decipher his distress, Abdul Ahad Wardak.

The Interrogation

On Dec. 8, Mr. Dilawar was taken for his fourth interrogation. It quickly turned hostile. The 21-year-old lead interrogator, Specialist Glendale C. Walls II, later contended that Mr. Dilawar was evasive. "Some holes came up, and we wanted him to answer us truthfully," he said. The other interrogator, Sergeant Salcedo, complained that the prisoner was smiling, not answering questions, and refusing to stay kneeling on the ground or sitting against the wall.

The interpreter who was present, Ahmad Ahmadzai, recalled the encounter differently to investigators.

The interrogators, Mr. Ahmadzai said, accused Mr. Dilawar of launching the rockets that had hit the American base. He denied that. While kneeling on the ground, he was unable to hold his cuffed hands above his head as instructed, prompting Sergeant Salcedo to slap them back up whenever they began to drop.

"Selena berated him for being weak and questioned him about being a man, which was very insulting because of his heritage," Mr. Ahmadzai said.

When Mr. Dilawar was unable to sit in the chair position against the wall because of his battered legs, the two interrogators grabbed him by the shirt and repeatedly shoved him back against the wall.

"This went on for 10 or 15 minutes," the interpreter said. "He was so tired he couldn't get up."

"They stood him up, and at one point Selena stepped on his bare foot with her boot and grabbed him by his beard and pulled him towards her," he went on. "Once Selena kicked Dilawar in the groin, private areas, with her right foot. She was standing some distance from him, and she stepped back and kicked him."

"About the first 10 minutes, I think, they were actually questioning him, after that it was pushing, shoving, kicking and shouting at him," Mr. Ahmadzai said. "There was no interrogation going on."

The session ended, he said, with Sergeant Salcedo instructing the M.P.'s to keep Mr. Dilawar chained to the ceiling until the next shift came on.

The next morning, Mr. Dilawar began yelling again. At around noon, the M.P.'s called over another of the interpreters, Mr. Baerde, to try to quiet Mr. Dilawar down.

"I told him, 'Look, please, if you want to be able to sit down and be released from shackles, you

just need to be quiet for one more hour."

"He told me that if he was in shackles another hour, he would die," Mr. Baerde said.

Half an hour later, Mr. Baerde returned to the cell. Mr. Dilawar's hands hung limply from the cuffs, and his head, covered by the black hood, slumped forward.

"He wanted me to get a doctor, and said that he needed 'a shot,' " Mr. Baerde recalled. "He said that he didn't feel good. He said that his legs were hurting."

Mr. Baerde translated Mr. Dilawar's plea to one of the guards. The soldier took the prisoner's hand and pressed down on his fingernails to check his circulation.

"He's O.K.," Mr. Baerde quoted the M.P. as saying. "He's just trying to get out of his restraints."

By the time Mr. Dilawar was brought in for his final interrogation in the first hours of the next day, Dec. 10, he appeared exhausted and was babbling that his wife had died. He also told the interrogators that he had been beaten by the guards.

"But we didn't pursue that," said Mr. Baryalai, the interpreter.

Specialist Walls was again the lead interrogator. But his more aggressive partner, Specialist Claus, quickly took over, Mr. Baryalai said.

"Josh had a rule that the detainee had to look at him, not me," the interpreter told investigators. "He gave him three chances, and then he grabbed him by the shirt and pulled him towards him, across the table, slamming his chest into the table front."

When Mr. Dilawar was unable to kneel, the interpreter said, the interrogators pulled him to his feet and pushed him against the wall. Told to assume a stress position, the prisoner leaned his head against the wall and began to fall asleep.

"It looked to me like Dilawar was trying to cooperate, but he couldn't physically perform the tasks," Mr. Baryalai said.

Finally, Specialist Walls grabbed the prisoner and "shook him harshly," the interpreter said, telling him that if he failed to cooperate, he would be shipped to a prison in the United States, where he would be "treated like a woman, by the other men" and face the wrath of criminals who "would be very angry with anyone involved in the 9/11 attacks." (Specialist Walls was charged last week with assault, maltreatment and failure to obey a lawful order; Specialist Claus was charged with assault, maltreatment and lying to investigators. Each man declined to comment.)

A third military intelligence specialist who spoke some Pashto, Staff Sgt. W. Christopher Yonushonis, had questioned Mr. Dilawar earlier and had arranged with Specialist Claus to take over when he was done. Instead, the sergeant arrived at the interrogation room to find a large puddle of water on the floor, a wet spot on Mr. Dilawar's shirt and Specialist Claus standing behind the detainee, twisting up the back of the hood that covered the prisoner's head.

"I had the impression that Josh was actually holding the detainee upright by pulling on the hood," he said. "I was furious at this point because I had seen Josh tighten the hood of another detainee the week before. This behavior seemed completely gratuitous and unrelated to intelligence collection."

"What the hell happened with that water?" Sergeant Yonushonis said he had demanded.

"We had to make sure he stayed hydrated," he said Specialist Claus had responded.

The next morning, Sergeant Yonushonis went to the noncommissioned officer in charge of the interrogators, Sergeant Loring, to report the incident. Mr. Dilawar, however, was already dead.

The Post-Mortem

The findings of Mr. Dilawar's autopsy were succinct. He had had some coronary artery disease, the medical examiner reported, but what caused his heart to fail was "blunt force injuries to the lower extremities." Similar injuries contributed to Mr. Habibullah's death.

One of the coroners later translated the assessment at a pre-trial hearing for Specialist Brand,

saying the tissue in the young man's legs "had basically been pulpified."

"I've seen similar injuries in an individual run over by a bus," added Lt. Col. Elizabeth Rouse, the coroner, and a major at that time.

After the second death, several of the 519th Battalion's interrogators were temporarily removed from their posts. A medic was assigned to the detention center to work night shifts. On orders from the Bagram intelligence chief, interrogators were prohibited from any physical contact with the detainees. Chaining prisoners to any fixed object was also banned, and the use of stress positions was curtailed.

In February, an American military official disclosed that the Afghan guerrilla commander whose men had arrested Mr. Dilawar and his passengers had himself been detained. The commander, Jan Baz Khan, was suspected of attacking Camp Salerno himself and then turning over innocent "suspects" to the Americans in a ploy to win their trust, the military official said.

The three passengers in Mr. Dilawar's taxi were sent home from Guantánamo in March 2004, 15 months after their capture, with letters saying they posed "no threat" to American forces.

They were later visited by Mr. Dilawar's parents, who begged them to explain what had happened to their son. But the men said they could not bring themselves to recount the details.

"I told them he had a bed," said Mr. Parkhudin. "I said the Americans were very nice because he had a heart problem."

In late August of last year, shortly before the Army completed its inquiry into the deaths, Sergeant Yonushonis, who was stationed in Germany, went at his own initiative to see an agent of the Criminal Investigation Command. Until then, he had never been interviewed.

"I expected to be contacted at some point by investigators in this case," he said. "I was living a few doors down from the interrogation room, and I had been one of the last to see this detainee alive."

Sergeant Yonushonis described what he had witnessed of the detainee's last interrogation. "I remember being so mad that I had trouble speaking," he said.

He also added a detail that had been overlooked in the investigative file. By the time Mr. Dilawar was taken into his final interrogations, he said, "most of us were convinced that the detainee was innocent."